

Le Congrès et l'Unité Socialiste

« Diverses sont les origines historiques des éléments formant le prolétariat, divers les intérêts momentanés des différentes couches de la classe ouvrière... Et pourtant c'est en une forme synthétique que tendent à se fondre ces multiples oppositions. *Aussi toute la tactique consiste-t-elle à activer cette évolution vers l'unité organique. Car c'est dans ce mouvement d'ensemble où viennent fusionner les formes et les idées contraires, que se précisent peu à peu les conceptions communes du prolétariat.* De sorte que c'est des efforts combinés des masses ouvrières que se dégagent de plus en plus les règles directrices du mouvement. »

A cette conclusion, qui était celle de la rédaction du *Mouvement Socialiste* dès le mois de janvier dernier, semble devoir aboutir de plus en plus notre parti.

En opposition à l'organisation d'un parti unique de classe, deux tendances existent pourtant, également néfastes, quoique l'on en apprécie inégalement à l'heure actuelle le danger.

L'*esprit de secte* est encore vivace dans des couches profondes du socialisme français. Sa formule tient tout entière dans cette phrase de la lettre de Marx à Schweitzer : « ... Vous avez demandé au mouvement de classe de se subordonner à un mouvement de secte particulier ».

On veut à l'avance « prescrire la marche au mouvement de classe d'après une certaine recette doctrinaire » (1).

Le retard du développement économique de la France, tout un passé révolutionnaire, une longue série d'écoles socialistes de Babeuf à Proudhon, c'est plus qu'il n'en faut pour expliquer la sériation de la classe ouvrière en fractions diverses et opposées, dont chacune gravite autour d'un ou de plusieurs militants qui l'ont fondée.

D'autre part (et c'est là un côté de la question que les protestations véhémentes et justifiées soulevées par le manifeste du Parti Ouvrier Français et du Parti Socialiste Révolutionnaire semble faire oublier) l'organisation unitaire du socialisme français n'a pas rencontré un moindre obstacle dans les tendances petites-bourgeoises que personnifiaient les républicains-socialistes. Nous entendions dernièrement un militant ouvrier déclarer que « Millerand le premier avait lancé l'idée de l'unité ». Il y a là, à notre avis, une profonde erreur.

Ce sont les républicains-socialistes, avec Millerand à leur tête, qui ont pris l'initiative de la formation de cet extraordinaire groupe socialiste parlementaire de 1893 où les élus de la classe ouvrière coudoyaient MM. Paulin-Méry, Ernest Roche et Mirman. Rien de plus en opposition avec l'idée de la formation d'un parti de classe.

Quant à l'union socialiste préconisée par Millerand, un peu plus tard, lors du banquet de Saint-Mandé, elle n'offre encore que de bien lointains rapports avec la conception de l'unité telle que l'a développée Jaurès dans le premier numéro de cette revue, telle que la comprennent aujourd'hui tant de militants; c'est d'une union purement électorale qu'il s'agit chez Millerand, *l'union du scrutin de ballottage*.

(1) *Die Neue Zeit* (23 septembre 1896).

Au reste voici sa conception des rapports des élus socialistes et de leurs mandataires : « Chaque candidat, déclare-t-il, a le droit et le devoir de contracter librement avec les électeurs devant lesquels il se présente, les engagements qui formeront entre eux le contrat électoral (1) ». Il y a loin d'une telle conception de l'action politique à celle des socialistes qui ne la croient possible qu'accompagnée d'un contrôle rigoureux et incessant de la classe ouvrière, fortement organisée, sur ses mandataires, contrôle qui n'est possible que par la constitution d'un parti unique de classe.

Cette idée de l'unité organique, les « républicains socialistes » y ont été, de très bonne foi d'ailleurs, tout à fait rebelles. Elle relève d'une conception de la lutte politique qui n'est pas la leur, et au Tivoli Waux-Hall, l'année dernière, Millerand déclarait que « la diversité des organisations était en France un fait historique », qu'il serait « peu sage de faire en quelque sorte violence à l'originalité du socialisme français en l'accommodant aux formes unitaires de l'Allemagne ou de la Belgique ». Ce à quoi Jaurès a répondu justement qu'il n'y a pas de peuple où le socialisme soit condamné par une sorte de dispersion atavique à la faiblesse et à l'incohérence.

Il y a évidemment chez les « républicains-socialistes » des tendances petites-bourgeoises et purement démocratiques, très éloignées de celles du prolétariat révolutionnaire. Si ces différences s'accusaient, il pourrait en résulter la formation d'un vague parti de démocratie sociale placé entre la bourgeoisie révolutionnaire et le prolétariat (2); ou au contraire (et c'est ce qui à notre sens vau-

(1) A. Millerand, *La Plate-forme électorale*, page 25, ligne 12.

(2) Voir sur cette question un intéressant article de Lagardelle dans le *Devenir social* de février 1898, page 184.

draît mieux), ces tendances se trouveront, dans le sein d'un vaste parti unifié, heureusement contrebalancées par celles que représente le socialisme purement prolétarien.

La tenue d'un Congrès général du socialisme français c'est l'idée de l'unité prenant une forme concrète et cela malgré les prétendues différences de doctrine entre les organisations, malgré les vieilles animosités « apostoliques », suivant la jolie expression des fédérations de l'Ain et du Jura.

L'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau et la crise qui en est résultée dans le parti ont décidé les vieilles organisations, malgré leur répugnance pour l'unité, et les républicains-socialistes, malgré leur antipathie pour la discipline de classe qui pourrait en résulter, à accepter l'idée du Congrès lancée par Jaurès depuis plus d'un an déjà dans la *Petite République*.

Une grosse question se pose tout d'abord. Sur quelle base sera organisé le Congrès ? Dans leur communication à la *Fédération des Travailleurs socialistes de France* deux organisations, en acceptant l'idée du Congrès, le conçoivent sur la base de la représentation des circonscriptions électorales. Elle n'est pas sans danger.

On peut y voir tout d'abord un nouveau succès de cette malheureuse *conception électorale* du socialisme qui est celle de tant de socialistes français. Et de plus, par la proportion numérique que l'on veut établir entre le chiffre de votes obtenus aux élections et le nombre de délégués, il y a une importance tout à fait disproportionnée donnée à ceux qui ne sont trop souvent que les *moutons électoraux*. Le Congrès ne doit-il pas se former autant que possible par le jeu libre et spontané des organismes divers du parti, être une représentation de toutes les institutions créées par le prolétariat dans la société

bourgeoise, groupes d'études sociales et d'action politique, chambres syndicales et coopératives ouvrières?

D'autre part, il est nécessaire que le Congrès ne soit pas une simple extension du Comité d'entente. Autant que faire se peut, les délégués doivent y être les représentants du socialisme tout entier, non les membres de telle ou telle organisation. La représentation par circonscription, quelque imparfaite qu'elle soit, a l'avantage de dissoudre, tout au moins d'une manière formelle, les organisations. Le Congrès ne sera plus en présence que de délégués *socialistes*. Ce mode de représentation est peut-être le seul possible dans la situation actuelle, la première fois qu'un congrès général du parti socialiste a lieu. En tout cas, il importe qu'il soit établi qu'un tel système est tout provisoire et que les militants une fois organisés, sur tout le territoire, le Congrès du parti socialiste français devra avoir lieu vraisemblablement dans les mêmes conditions que les Congrès des partis socialistes belge ou allemand, chez lesquels, entre parenthèses, il n'a jamais été question d'établir une représentation rigoureusement proportionnelle des socialistes des diverses régions.

Le Congrès socialiste ne peut borner ses délibérations au cas spécial à propos duquel il est convoqué (1).

Pour être convaincu de la possibilité de larges discus-

(1) Plusieurs autres articles étant consacrés à cette question, nous ne la discuterons pas ici. Que l'on nous permette seulement de signaler aux réflexions des militants cette phrase de Kautsky : « La marche de l'histoire crée toujours de nouveaux problèmes et la base théorique ne donne pas, sans plus, leur solution mais simplement le point de départ qui permet d'y arriver. » (*Le Socialisme et les carrières libérales. Devenir Social*, mai 1895, page 105.)

En revanche, il est permis de trouver étrange l'argument de la conquête des pouvoirs publics donné en faveur de l'entrée de Millerand au ministère. En suivant ce raisonnement jusqu'au bout l'on pourrait aussi bien démontrer la nécessité de présenter un candidat socialiste à la papauté.

sions de méthode et de doctrine dans le Congrès du parti unifié, il suffit d'avoir vu le beau Congrès du parti socialiste allemand, soi-disant « caporalisé », agiter, à Stuttgart, au grand jour, toutes les grandes questions de tactique et de théorie.

Il y a d'ailleurs ample besogne pour le Congrès. Tout d'abord l'organisation méthodique de la propagande socialiste dans toute la France. En ce sens, une des meilleures mesures à prendre serait, à notre avis, d'aider à la naissance et au développement des fédérations régionales et départementales, ainsi que le demandent nos camarades de l'Est. La propagande syndicale, le développement des coopératives, la propagande théorique sont autant de questions dont le Congrès peut utilement s'occuper. Enfin deux mesures nous semblent absolument nécessaires et urgentes. D'abord la création d'un organisme permanent qui puisse remplacer le Comité d'entente, muni de pouvoirs plus étendus, constitué par le Congrès lui-même, ayant l'autorité nécessaire pour parler et pour décider au nom du parti. Ensuite la résolution de tenir dorénavant les Congrès annuellement.

L'œuvre de l'unité, au moment même où elle semblait le plus compromise, a fait d'énormes progrès; il dépend de tous qu'elle soit une réalité tangible. Il y va de l'avenir du socialisme, qui courrait les pires dangers, s'il restait plus longtemps chaotique et désorganisé.

JEAN LONGUET

LE

Mouvement Socialiste

REVUE BI-MENSUELLE INTERNATIONALE

Première Année. — Tome II

ONT PARU DANS CE VOLUME DES ARTICLES DE :

BENÉ AROT, MINA BANG, BELFORT BAN
E. BERNSTEIN, A. BRAUN, E. BRIAT, E. BURE
L. DE BROUGÈRE, V. CHARBONNEL, MAURICE CHARNAY
A. DEWINNE, LÉON DESHAIRS, PAUL DRAMAS, D' ELLENBOGEN
EMILIO, PAUL FAUCONNET, D' GEORGES FAGUET, HENRI GIESQUÈRE
LUCIEN GRAUX, N. GILLESMIN, A. HAMBLIN, H. HANRIOT, R. HILFERDING
A. ISSAÏEFF, KARL KAUTSKY, HUBERT LAGATOLLE, ALBERT LÉVY
JEAN LONGUËT, ROSA LUXEMBOURG, MAURICE MAGIT
MARCEL MAUSS, KARL MEYER, A. DE MONZIE, P. POEN
CHARLES PÉGUY, F. PELLOTTIER, MAX QUARR
D' RAPPOPORT, LOUIS REAULIN, J. RIVIÈRE
P. SALLEY, ANTHELME SIMONE
G. SOMBAUT, A. SÜDBERG, E. THARAUD
G. VANDERMEEREN, E. VANDERMEEREN, GEORGES WEILL

PARIS

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE LIBRAIRIE ET D'ÉDITION

(Librairie GEORGES BELLAÏS)

17, RUE CUVAS